

La crise peut rapporter gros

Rentrée sociale

P.3

Après la reconnaissance, le coup de
bâton !

1607 heures

P.5

Heureuse, solidaire et digne

Ma France

P.6

**LA FÊTE DE
l'Humanité**
10 • 11 • 12 Septembre 2021
La Courneuve - Le Bourget
Réservations, informations et programmation complète
à retrouver sur fete.humanite.fr f t i

ET BIEN D'AUTRES ENCORE...
30€ 3 JOURS

Édito

L'été a été marqué par une nouvelle étape de la crise pandémique avec la progression de la vaccination face à un « variant delta » plus virulent et la mise en œuvre d'un « passe sanitaire » qui impose de nouvelles contraintes aux salarié.e.s, aux restaurateurs, aux acteurs culturels...

Pour les communistes la chose est claire : « La vaccination généralisée est la solution ! C'est un acte militant en faveur de l'intérêt collectif. Ouvrons des lieux de dialogue pour convaincre ! (...) Ce n'est pas avec des menaces de licenciements et un passe sanitaire des plus durs d'Europe que nous allons gagner la bataille de la vaccination » indique Fabien Roussel.

Et c'est un candidat en pleine forme que nous avons eu plaisir à retrouver à Aix-en-Provence pour l'Université d'été du PCF. Avec plus de 100 entreprises visitées par le secrétaire national en quelques mois seulement, la campagne présidentielle est désormais bien lancée pour les communistes. Avec les salarié.e.s en lutte, avec les centaines de Français rencontrés à l'occasion par la Caravane

des jours heureux (pas loin d'un millier en Loire-Atlantique et 80 militants communistes mobilisés sur les deux jours en plein mois d'août !), le débat est engagé. Face à un pouvoir Macron gouvernant à coups de menton, sans convaincre, et avec la coercition comme méthode, la gauche peut relever la tête. Là est l'urgence dans un pays qui s'enfonce dans la crise politique sous les vents mauvais des replis identitaires et des solutions autoritaires.

Autant le dire tout de suite : **si les communistes ont choisi d'envoyer un candidat à l'élection présidentielle, ce n'est pas pour le plaisir d'un tour de piste ou de la figuration ni au nom de quelque intérêt partidulaire ou identitaire. Nous y allons « pour gagner » nous invite Fabien Roussel.**

Gagner dans l'action et les mobilisations sociales, gagner dans la bataille d'idées dans cette grande confrontation politique qui s'ouvre à chaque élection présidentielle, gagner des élu.e.s, des parlementaires au service du monde du travail et de la création. Un pacte pour la jeunesse si malmenée par la crise sanitaire, un plan d'action pour le

travail et l'emploi (qui fera l'objet d'une grande campagne du PCF à l'automne), voilà le défi des jours heureux que nous voulons relever avec Fabien Roussel. Voilà le terrain que la gauche n'aurait jamais dû abandonner au gré des renoncements qui ont conduit à la catastrophe politique du pouvoir Hollande dont elle ne s'est pas encore relevée. L'heure est à la reconstruction. Que chacun y prenne sa part ! Après l'échec de l'orientation libérale du PS voulue par Hollande, après la déception Mélenchon et l'isolement choisi par la FI, après les tentatives illusoire des écologistes à prétendre incarner seuls l'alternative à la crise climatique, il s'agit de réarmer la gauche idéologiquement.

Avec leur enthousiasme, avec leur sens des responsabilités, avec leur force militante, avec l'énergie de leur candidat à la présidentielle, les communistes y prendront toute leur part. C'est un beau défi que le défi des jours heureux.

Relevons le ensemble !

La Tunisie plonge dans l'incertitude



L'ordre constitutionnel est suspendu en Tunisie depuis le 25 juillet dernier. Le président Kais Saïed (non-encarté) a suspendu les travaux du parlement et s'est arrogé des pouvoirs spéciaux. De nombreuses restrictions de sortie du territoire ont été prises à l'encontre de parlementaires dans le cadre de ce que le président présente comme une lutte active contre la corruption.

Kais Saïed, ancien professeur de droit, connaît parfaitement les rouages juridiques. Avec ce coup de force, il s'assure une popularité immense auprès d'une population lassée de la corruption et de l'immobilisme. La flambée épidémique subie par la Tunisie au cœur de l'été est venue s'ajouter à une situation de blocage institutionnel latente depuis deux ans. Le parti islamo-conservateur

Ennahdha, membre de toutes les coalitions gouvernementales post-révolutionnaires et symbole aux yeux des Tunisiens des promesses non-tenues, est particulièrement visé par la répression.

Mais l'état de grâce du président va rapidement être mis à l'épreuve des attentes sociales des Tunisiens, dix ans après une révolution qui n'a pas permis l'enrayement du chômage qui touche particulièrement la classe ouvrière du centre et du sud du pays.

Prolongé fin août par décret, l'état d'exception fait courir des risques graves à la fragile démocratie tunisienne. Le Parti des travailleurs (communiste) a dénoncé un coup d'État amenant un retour de la dictature.

Cuba défend sa révolution



Le 11 juillet dernier ont éclaté dans une quarantaine de villes de Cuba des manifestations « spontanées » réunissant plusieurs centaines de personnes. Si l'ampleur de ces mouvements apparaît bien limitée, leur couverture médiatique en dehors de l'île a interrogé. **Dans un contexte de reprise de la pandémie de Covid-19 et de perte de revenus liée à l'arrêt du tourisme, Cuba traverse une crise économique qui catalyse les contestations sociales.**

Alors que de nombreuses émeutes ont été déclenchées, l'Union européenne s'est émue de l'arrestation de Luis Manuel Otero, dirigeant du mouvement artistico-politique San Isidro financé par l'agence de développement du gouvernement des États-Unis USAID.

Face à une tentative de déstabilisation visant à contester le caractère socialiste de la République de Cuba, le président Miguel Diaz-Canel a exhorté les communistes à « descendre dans la rue » pour protéger la révolution. Son appel a été largement entendu puisque des rassemblements massifs se sont produits dans l'ensemble du pays, sans bénéficier toutefois du même traitement médiatique à l'étranger.

Si le président a reconnu les demandes légitimes d'une population qui souffre de la crise, il a rejeté les appels hypocrites des États-Unis à ouvrir un couloir humanitaire, rappelant la responsabilité de l'embargo criminel mis en place depuis maintenant 60 ans dans la situation actuelle. De plus, les autorités cubaines ont été échaudées par une opération de recrutement de leaders contre-révolutionnaires menée sur le sol cubain par USAID sous couvert d'ateliers de dépistage du VIH à l'époque de l'administration Obama.



Afghanistan

Le retour des Talibans

C'est avec stupeur et effroi que le monde a assisté le 15 août dernier à l'entrée des forces talibanes à Kaboul. La République islamique d'Afghanistan a vécu, lâchée par une armée qui aura abandonné sans combattre plus de soixante avions, une centaine d'hélicoptères, des dizaines de milliers de véhicules blindés sans compter des centaines de milliers d'armes lourdes...

Cette défaite est avant tout un drame pour le peuple afghan qui a déjà vécu sous le règne de terreur des Talibans. Les images glaçantes d'Afghans tentant désespérément de s'enfuir sur le tarmac de l'aéroport de Kaboul donnent toute l'ampleur de la catastrophe qui s'annonce, et déjà en cours depuis longtemps dans les zones occupées par les intégristes. Pour les secteurs les plus marginalisés de la société, femmes et chiites en tête, la peine apparaît encore plus lourde. Les communistes, progressistes et démocrates afghans ont été progressivement laminés par quarante ans d'agression étasunienne d'un côté, et par l'émergence des talibans de l'autre. **De ce point de vue, on ne répétera jamais assez la responsabilité des États-Unis et du Pakistan dans l'émergence des différents mouvements fondamentalistes afin de lutter contre l'Afghanistan démocratique dans les années 1980.**

La situation afghane est révélatrice de la fragilité militaire et stratégique des États-Unis. Après avoir instauré en Irak un chaos dont l'État islamique émergera, l'autoproclamé gendarme du monde n'a pas été capable de défendre ses intérêts sur le long terme en Afghanistan, donnant même l'impression de revenir à la case départ sitôt ses forces armées revenues au pays.

L'incapacité chronique des États-Unis à remporter des

victoires autres que tactiques interroge sur la réalité de sa puissance.

Un État réellement hégémonique s'abstient en général d'avoir recours à la force tant cette dernière apparaît comme une solution de dernier recours à l'issue incertaine. La multiplication des interventions étasuniennes depuis trente ans et les échecs stratégiques répétés (Somalie, Afghanistan, Irak) s'appuie sur le même schéma : une capacité de projection certaine accompagnée d'une déstabilisation intense de la région – l'occupation américaine de l'Afghanistan n'a pas été des plus pacifique – l'appui à un régime fantoche et corrompu dans l'espoir de sous-traiter le maintien des intérêts impérialistes sur place, et en fin de compte l'effondrement du dit régime au départ des troupes occidentales devant le coût grandissant de l'occupation. Notons que l'on retrouve – pour l'instant – le même schéma à l'œuvre dans l'intervention française au Sahel...

Alors que les États-Unis se ridiculisent, la situation du peuple afghan reste quant à elle dramatique. **Si les Talibans bénéficient d'un soutien populaire indéniable dans certaines zones, il n'est pas dit que l'ensemble de la société accepte passivement leur domination.** C'est au sein de cette société afghane, dont la première génération post-2001 arrive à l'âge adulte, que l'on trouve déjà les forces de résistance à la réaction. Si les Talibans ont gagné la guerre des images, il n'est pas dit que l'histoire de l'Afghanistan se soit arrêtée le 15 août.

Erratum : dans notre dernière édition, nous notions que l'occupation avait coûté 10 milliards \$ au contribuable américain. Selon le président Joe Biden, ce chiffre serait plus proche des 1000 milliards \$.

Macron se vautre dans les idées d'extrême droite

Alors que l'on découvrirait horrifiés les images d'Afghans tentant de s'accrocher à un avion en vol pour fuir le régime de terreur qui s'installait dans leur pays, Emmanuel Macron prenait la parole face à la Nation. Soutien à la démocratie ?

Niet, la peur d'un « déferlement » migratoire est tout

ce que la victoire des Talibans lui inspire, dans la droite lignée du RN. **Alors que la question de l'accueil des demandeurs d'asile afghans, protégés par la Convention de Genève, est une urgence absolue, Macron préfère s'en servir pour chasser sur les terres de l'extrême-droite.**

Projet de loi relatif à la crise sanitaire

Passé sanitaire, sanctions pour les soignants, extension des licenciements...



Depuis le début de la pandémie, le gouvernement avait pris l'habitude de décider des mesures à prendre sans tenir compte des parlementaires, concoctant au sein d'un conseil de défense et de sécurité les autorisations et les interdits qui allaient rythmer notre quotidien.

Pour ce faire, les enquêtes d'opinions et le « nudge », cette technique d'incitation douce à accepter des contraintes et théorisée par de grands communicants, auront eu la part belle.

Or, le 19 juillet, le gouvernement a demandé à l'Assemblée et au Sénat, dans le cadre d'une procédure accélérée, d'adopter le « projet de loi relatif à la crise sanitaire », ensemble de mesures très diverses, comprenant notamment le prolongement de l'état d'urgence, l'élargissement de l'obligation de présenter le passe sanitaire, le renforcement des sanctions, l'obligation vaccinale pour les soignants...

Ce « paquet » a, comme de bien entendu, suscité de nombreux débats, l'extension du passe ou le licenciement des salariés réfractaires au vaccin ayant par exemple du mal à passer, de même que la procédure accélérée. La gauche, conséquente, a voté contre. S'il s'était agi de la mise en place d'un pôle public du médicament, de formation et d'embauches de soignants et d'aide-soignants, de création de lits hospitaliers et de points de vaccination, nul doute que nos députés et sénateurs s'y seraient mieux retrouvés...

Quelques jours plus tard, le Conseil Constitutionnel votait le projet de loi, mais rejetait l'isolement pour dix jours de toute personne malade, ainsi que la possibilité de rompre un contrat de travail à durée déterminée ou une mission d'intérim en cas de non-présentation du passe par le salarié.

Rentrée sociale

La crise peut rapporter gros

C'est sur fond de 4^e vague épidémique que démarre la rentrée sociale. La crise sanitaire dure et ses conséquences économiques et sociales sont souvent masquées par toute l'actualité autour des taux de contamination, de vaccination ou du passe sanitaire. Pourtant, malgré l'autosatisfaction du ministre de l'économie Bruno Lemaire quant à la santé économique de la France, **la réalité vécue par les jeunes, le monde du travail ou les retraités est bien plus difficile que celle vécue par les 500 foyers les plus fortunés de France qui auront vu leur patrimoine augmenter de 30% en moyenne et cela en un an.**

Selon le magazine « Challenges », la France comptait en 2020 95 milliardaires, ils sont 109 désormais. Pour Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France (157 milliards d'euros), « les crises nous rendent plus fort ». Des données et des déclarations qui donnent des vertiges et montrent une augmentation incessante des inégalités sociales ainsi que le niveau de répartition des richesses produites en France. Des chiffres en complet décalage avec la vie des Français. **Entre 2020 et 2021, il y a dans le pays 1 million de personnes pauvres supplémentaires, le SMIC n'a augmenté que de 1% malgré une inflation à 1,5% (12,3% pour l'énergie). Les allocations chômage n'ont augmenté que de 0,6%.**

Concernant l'emploi, selon la direction générale du Trésor et depuis le début de la crise sanitaire, les aides publiques aux entreprises en termes d'activité partielle, de fonds de solidarité, de prêts garantis par l'Etat ou de reports de cotisations sociales s'élevaient au mois d'avril dernier à 206 milliards d'euros.

Ce soutien financier important aux entreprises, malgré les dérives et certaines fraudes, a fait consensus à gauche comme à droite. Il a permis d'éviter de nombreuses faillites et de nombreux licenciements économiques. Pour autant, sur la même période, selon l'Insee, près de 300 000 emplois ont été supprimés et le pouvoir d'achat a baissé en moyenne de 4,9% en 2020, année de récession et de chômage partiel. De plus, et dans l'attente de chiffres précis, il est important de connaître la nature des emplois sauvés, créés, et le type de contrats de travail signés. **En effet, si l'emploi semble se porter mieux que les prévisions l'annonçaient, il est fort probable que la précarité grandisse et biaise le bilan des chiffres.**

Dans tous les cas, l'intervention de l'Etat n'a pas été sans déplaire aux grands patrons qui ont vu se déverser « quoi qu'il en coûte » des milliards d'euros d'aides publiques sans contreparties et sans contrôles rigoureux.

Les sourires du patronat lors de la venue du ministre de l'économie aux universités d'été du MEDEF sont la reconnaissance du rôle d'un Etat-providence, à qui ils demandent désormais de laisser faire le marché puisque les profits sont au plus haut et que le fort niveau d'endettement du pays pourrait les obliger à contribuer au désendettement, ce qui par ailleurs n'est pas, au moins jusqu'aux élections de 2022, dans les intentions d'un gouvernement et d'un président au service du grand capital. A ce titre, pour le gouvernement comme pour le patronat, la rentrée tombe à point nommé, pour ensemble annoncer leur volonté commune de mettre en place la réforme de l'assurance chômage ainsi que le recul de l'âge légal de départ à la retraite à court terme.

Après un mandat de casse du code du travail et de baisse d'impôts pour les plus fortunés, ils veulent poursuivre leurs attaques contre les droits sociaux, la protection sociale et les services publics. Il est certain que le mouvement social et les forces de progrès entendent faire barrage à ces sinistres desseins. **Une première journée de mobilisation intersyndicale pour l'emploi et les salaires est prévue le mardi 5 octobre.**



Vaccination généralisée et passe sanitaire

Des anti-masques aux anti-vax, mouvements de défiance



Cette rentrée de septembre voit un exécutif satisfait de voir se réaliser l'objectif de 50 millions de français vaccinés, tout au moins d'une première dose. Mise en œuvre avec une certaine lenteur – accès limités à certaines populations, puis ouverture progressive à d'autres, doses en nombre insuffisant, créneaux parfois difficiles à obtenir – ... la vaccination a connu ensuite une certaine accélération – mise en place de vaccindromes, incitations diverses.

À la mi-juillet, l'annonce par Emmanuel Macron de l'extension de la présentation du passe sanitaire a donné lieu à un nouvel élan en faveur du vaccin. Il faut reconnaître que les contraintes qui vont se mettre à peser sur les personnes qui n'auront pas été vaccinées sont volontairement coercitives, ce qui n'est pas fait pour apaiser les « anti-vax ». Depuis le début de la vaccination, prenant le relais des mouvements contre le masque ou les gestes barrière, des

centaines de milliers de manifestants se retrouvent pour signifier leur opposition au vaccin contre le Covid, invoquant leur liberté individuelle.

Bien que le mouvement marque le pas, il n'est pas possible d'ignorer cette fracture qui se fait jour dans la société et qui n'a cessé de croître. Celle-ci révèle chez une grande partie de nos concitoyens une défiance inquiétante à l'égard des institutions et de ceux qui les représentent.

Alors que les écoliers, les collégiens et les lycéens reprennent le chemin de leurs établissements respectifs, que les plus jeunes ne sont pas vaccinés, il est question d'autotests pour les lycéens et de tests salivaires pour les collégiens, ainsi que des reports de la rentrée aux Antilles et en Guyane. **Le Covid continue à mener la danse et à provoquer des mesures différenciées, voire contradictoires.**

Centrale de Cordemais

Un grand bond en arrière !

Le démantèlement de l'industrie française se poursuit et la transition énergétique portée comme un étendard par Emmanuel Macron et le gouvernement, connaît un bien triste sort. L'annonce faite par le PDG d'EDF, Jean Bernard Lévy, le 7 juillet dernier, de l'abandon du projet Ecocombust de la centrale électrique de Cordemais provoque la colère et l'indignation des salariés et de leurs organisations syndicales, des populations locales et de leurs élu-e-s, de nombreuses forces politiques, à gauche comme à droite et même de la député LREM de la circonscription Anne-France Brunet qui a admis son désarroi.

En fait, si le patron du géant français communique l'information, c'est bien l'Etat qui a pris cette décision incompréhensible et honteuse. C'est un choix de stratégie industrielle. En effet, le Président de la République qui avait pour objectif la fermeture des centrales thermiques et la sortie du charbon pour la production électrique en 2022, est rattrapé par la réalité puisque Cordemais restera en fonctionnement jusqu'en 2026, arrivée théorique de l'EPR de Flamanville sur le réseau. Si le dogme du 0% charbon peut être défendu, la nécessité de produire suffisamment d'électricité doit être prise en compte dans ce choix stratégique.

François De Rugy, lors de la première cession du nouveau Conseil régional indiquait : « Le président Macron a choisi de prendre la défense de l'éolien offshore ». Pourtant, comme l'ont rappelé les communistes : « avec le projet Ecocombust, ce sont 400 000 tonnes de CO2 économisés annuellement, cela grâce au travail et au savoir-faire des salariés et à l'utilisation de la biomasse à la place du charbon pour 80% du combustible nécessaire pour faire fonctionner la centrale ». L'Etat compte donc sur les nouveaux parcs éoliens au large de St Nazaire et de St Briec pour, dès 2022, compenser la production énergétique de Cordemais. Néanmoins, rien ne dit que la production électrique au large des côtes sera à la hauteur des besoins énergétiques que couvre actuellement la centrale puisque l'énergie éolienne n'est pas pilotable.

Les salariés n'acceptent pas la décision d'abandon du projet. Pour Gwenael Plagne du syndicat CGT de la centrale, « le combat pour défendre le projet et l'avenir de la centrale, le développement durable et solidaire du territoire, continue ». Des actions sont prévues dès septembre avec un premier rendez-vous de mobilisation fixé le Jeudi 16 septembre à la centrale.



Un hommage à Jean de Neyman, organisé par le comité départemental du souvenir, sera rendu le samedi 4 septembre au château d'Heinlex à Saint-Nazaire. Jean de Neyman était enseignant-chercheur, résistant communiste, il dirigea de nombreuses actions de résistance dans la région nazairienne avant d'être arrêté et fusillé le 2 septembre 1944.

Au cimetière de Noyal-sur-Brutz, le comité local du souvenir des Héros de Châteaubriant organise l'inauguration de la plaque commémorative en hommage à Jules Vercruysse, Maurice Ténine et Antoine Pesqué, fusillés par les nazis le 22 octobre 1941 à Châteaubriant et inhumés dans le cimetière.

Plaque commémorative

Jeux paralympiques

Les athlètes de Loire-Atlantique



L'idéal olympique reste d'actualité dans sa dimension universelle et pacifique au service du « développement harmonieux de l'humanité ». Amitié, fraternité, rapprochement et compréhension entre les individus, les peuples et les nations. Un idéal pourtant abîmé qui impose des actions pour le préserver et lui donner toute sa dimension. Cette conception va au-delà du sport dominé par le fric, le calcul systématique des médailles, les débordements nationalistes ! Une dimension internationaliste du sport pour tous doublée de sens humain et d'épanouissement reste à conquérir ou à développer.

En Loire-Atlantique, le département soutient 9 athlètes paralympiques amateurs dont les jeux se tiennent jusqu'au 5 septembre. Une aide (notamment financière) pour leur préparation sportive. Dans des disciplines diverses dont le tir à l'arc, le tennis de table, le rugby fauteuil ou le para triathlon... avec Mona Francis, Alexandre Paviza, Nicolas Rioux, Damien Letulle...

Gagner sur soi-même pour dépasser les différentes formes de handicap est une des motivations des paralympiques, par le sport en général et la compétition en particulier. Plus que gagner sur les autres, la victoire pour soi est une victoire sur un handicap, c'est un ressort essentiel pour ces sportifs. La participation puis la médaille - quand elle est obtenue - concrétise ce cheminement, il s'agit de se transcender par la compétition, transcender la blessure, l'accident physique et/ou psychique, mental. Il y a un sens particulier, une façon de se re-construire.

La caravane des jours heureux

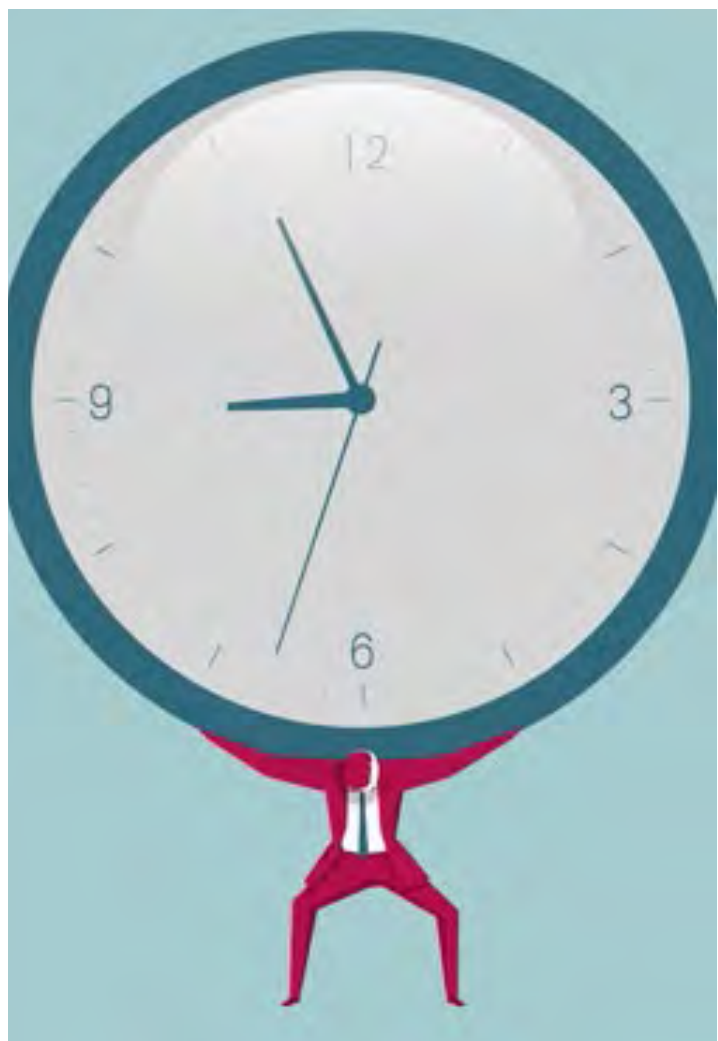
Première initiative pour la candidature de Fabien Roussel



Lancée début juillet, la « Caravane des jours heureux », périple de plus de 4000 kilomètres le long des côtes françaises, a permis à Fabien Roussel et aux militants communistes de rencontrer les vacanciers sur les plages. Partie de Marseille, la caravane a rejoint Malo-les-Bains où les militants avaient organisé pour les habitants du département une grande « journée de détente et d'action ». Il s'agissait de faire connaître notre candidat aux prochaines présidentielles et d'engager des discussions politiques avec les estivants, de confronter les propositions du Parti communiste aux aspirations populaires, telles que l'augmentation du Smic de 20 % tout de suite, la retraite à 60 ans à taux plein ou encore la création d'un « ministère de l'évasion fiscale ».

Lors de son passage en Loire-Atlantique, la caravane s'est installée à Nantes puis à Saint-Nazaire. L'accueil y a été chaleureux, les militants au rendez-vous et les passants prêts à engager les discussions. Il faut reconnaître que le dispositif mis en place attirait l'œil, et qu'il était difficile d'ignorer les belles couleurs choisies pour annoncer des « jours heureux ».

Moment particulier au milieu de l'été, ces journées de fraternité nous auront aussi donné l'occasion, en plus de parler de notre candidat, de se retrouver les uns les autres, après cette longue période où le fait de se réunir était empêché.



1607 heures

Après la reconnaissance, le coup de bâton !

Les collectivités locales sont sommées par le gouvernement de faire appliquer l'article 47 de la loi de transformation de la fonction publique : les désormais devenues fameuses 1607 heures. Les négociations entre les organisations syndicales et les collectivités n'ont pas toujours abouti et se sont parfois déroulées dans la difficulté puisque de fait, l'application de la loi supprime tous les régimes dérogatoires et oblige à augmenter le temps de travail, sauf pour les personnels qui disposent de sujétions particulières : travail de nuit, le dimanche, horaires décalés ou bien encore pour les travaux les plus pénibles. Mais pour la majorité des agents, les conséquences de l'application de l'article 47 vont être douloureuses.

Selon les collectivités et le contenu des négociations, les conclusions divergent mais dans l'ensemble, les agents perdront des jours de congé ou de récupération et devront travailler plus (1 heure par semaine) pour gagner autant. La loi de transformation de la fonction publique est donc injuste et constitue une nouvelle attaque contre l'autonomie des collectivités, qui perdent la prérogative sur la gestion des personnels.

A Couëron, Basse-Goulaine, Bouaye, Nantes, aux Sorinières, Saint-Herblain ou Saint-Nazaire, à part les élus communistes, peu d'élus locaux ont voté contre cette nouvelle disposition imposée par l'Etat et qui aurait pu être mieux atténuée par les collectivités à travers des négociations plus favorables aux agents. La crise sanitaire et ses trois confinements ont mis en évidence le dévouement des agents, indispensables travailleurs de 1ère ligne, accomplissant au quotidien les tâches essentielles à la vie de la collectivité. Leur travail a favorisé la continuité du service public alors que le pays était à l'arrêt et l'avenir incertain. Après ce dévouement salué à gauche comme à droite, notamment par le Président de la République, les fonctionnaires territoriaux sont désormais les victimes de son cynisme et de l'idéologie libérale du pouvoir en place.

Pour Laurent Mondou, adjoint (PCF) au maire des Sorinières : « Nous avons combattu cette loi dans la rue, aux côtés des personnels, contre les régressions sociales, contre l'allongement du temps de travail, contre les inégalités de traitement entre les personnels selon les collectivités ». Des organisations syndicales, parmi lesquelles la CGT, restent mobilisées « contre cette régression sociale sans précédent » et revendiquent plus que jamais la semaine de 32 heures.

Fatoumata



Fatoumata a 18 ans, vit en Guinée-Conakry et rêve de devenir sage-femme dans son pays. En 2018, suite à une gêne respiratoire, le médecin décèle une polyvalvulopathie rhumatismale nécessitant une intervention chirurgicale impossible à assurer en Guinée. La gravité de sa maladie exige une opération en France, une chaîne d'amis est constituée...

Dans un contexte sanitaire difficile, un chirurgien du CHU de Nantes accepte d'opérer Fatoumata. Sans droits sociaux, le coût de l'opération est à sa charge et s'élève à 33 834 euros. C'est le sens de l'appel

Appel aux dons pour une opération

lancé par nos camarades de Malakoff (92) pour recueillir les fonds nécessaires afin de financer l'opération et l'ensemble des dépenses pour la venue en France de Fatoumata au titre d'un visa humanitaire.

Notre fédération apporte tout son soutien à cette initiative et nous vous invitons à envoyer vos dons par chèque à Patrick MARGATE - 5 rue Louis Blanc 92240 MALAKOFF (préciser « Pour Fatoumata » au dos du chèque) ou en ligne sur le lien suivant :

<https://gofund.me/9a47987b>

Université d'été du PCF

Un bon cru 2021 à Aix-en-Provence



En train pour le sud ! Nous laissons les plats paysans pour redécouvrir le ciel lumineux et les collines et montagnes d'Aix. Elles ne valent pas celles de Nice selon le régional de l'étape ! Elle est pourtant bien belle cette Sainte-Victoire qui domine la ville. Nous allons donc prendre de la hauteur avec les ateliers et conférences au programme de l'université, pour la lier à ce qui fait le quotidien des classes travailleuses, qu'elles soient populaires ou moyennes. Plaisir de se retrouver ; fraternité, enthousiasme et réflexions attentives.

La fraternité se rencontre aussi autour du stand des communistes des Bouches-du-Rhône dont l'accueil ressemble à leur climat : chaleureux.

L'enthousiasme monte en température avec le meeting de notre candidat à la présidentielle : Fabien Roussel. Construire des comités locaux des « jours heureux » pour élargir les cercles. Etre dynamique, confiant et conquérant dans les têtes et le concret ! Le travail, l'emploi, les salaires, la santé, les protections, la dignité, les services publics et la planète... Tout un programme à enrichir.



Au carrefour d'une conférence, nous faisons la connaissance d'Elisabeth Dmitrieff, femme militante de la Commune de Paris, envoyée de Karl Marx. Défenseuse des droits des femmes, elle s'engage pour la création de l'Union des Femmes avec Nathalie Lemel. Un portrait historique de cette belle aristocrate russe, à la fois révolutionnaire et romanesque.

Comme le diraient nos amis.e.s des Bouches-du-Rhône, cette année aura été un bon cru !





Ma France - Heureuse, solidaire et digne

Après la caravane des Jours heureux qui a permis à notre secrétaire national Fabien Roussel d'aller à la rencontre des Français, le candidat du Parti communiste vient de sortir un livre, occasion pour le député du Nord de se dévoiler à huit mois du scrutin, tout en donnant un coup d'accélérateur à sa campagne.

À travers ce livre, paru le 2 septembre, Fabien Roussel se présente un peu plus afin de combler son déficit de notoriété aux yeux du grand public. Passé les souvenirs de son enfance au Vietnam et de son adhésion aux Jeunesses communistes, il présente ses modèles politiques, parmi lesquels figurent Jean Jaurès, Georges Marchais, Michelle Demessine ou encore Alain Bocquet, à qui il a succédé à l'Assemblée nationale. Mais l'originalité de cet ouvrage vient, sans doute, des révélations sur les coulisses du congrès de 2018 où le député du Nord a pris la tête du PCF. « J'ai eu peur que le parti n'implose, et je souhaitais raconter comment nous avons œuvré à notre unité », explique-t-il. Ce livre est également l'occasion pour Fabien Roussel de livrer certains témoignages de son tour de France des entreprises. Commencé au lendemain des élections européennes de 2019, le

secrétaire national du PCF est allé, en dépit du Covid, à la rencontre des salariés d'une centaine d'entreprises dans plus de quarante départements. Un moyen pour lui de « donner à voir le visage de la France que j'aime », mais qui ne se sent « pas représenté aujourd'hui ».

Sans pour autant constituer son programme, le candidat communiste souhaite néanmoins « partager (s)a passion pour la justice, l'égalité et (s)es combats ». Ainsi, le secrétaire national du PCF plaide-t-il pour de nouveaux droits pour le monde du travail, évoquant une « cogestion démocratique », un revenu étudiant de 850 euros, une réindustrialisation de la France qui, limitant les émissions de gaz à effet de serre issus de l'importation, permettrait d'atteindre à une empreinte carbone nulle en 2050. Il estime que les richesses créées par la France (60 milliards de bénéfices pour les seules entreprises du CAC 40, distribués en dividendes) servent mal le pays et pourraient au contraire participer de la construction d'une France heureuse, solidaire et digne.

Fabien Roussel ; Ma France, heureuse, solidaire et digne (Le Cherche midi, 16,50 €).

Fête de l'Humanité

Du 10 au 12 septembre 2021 à la Courneuve

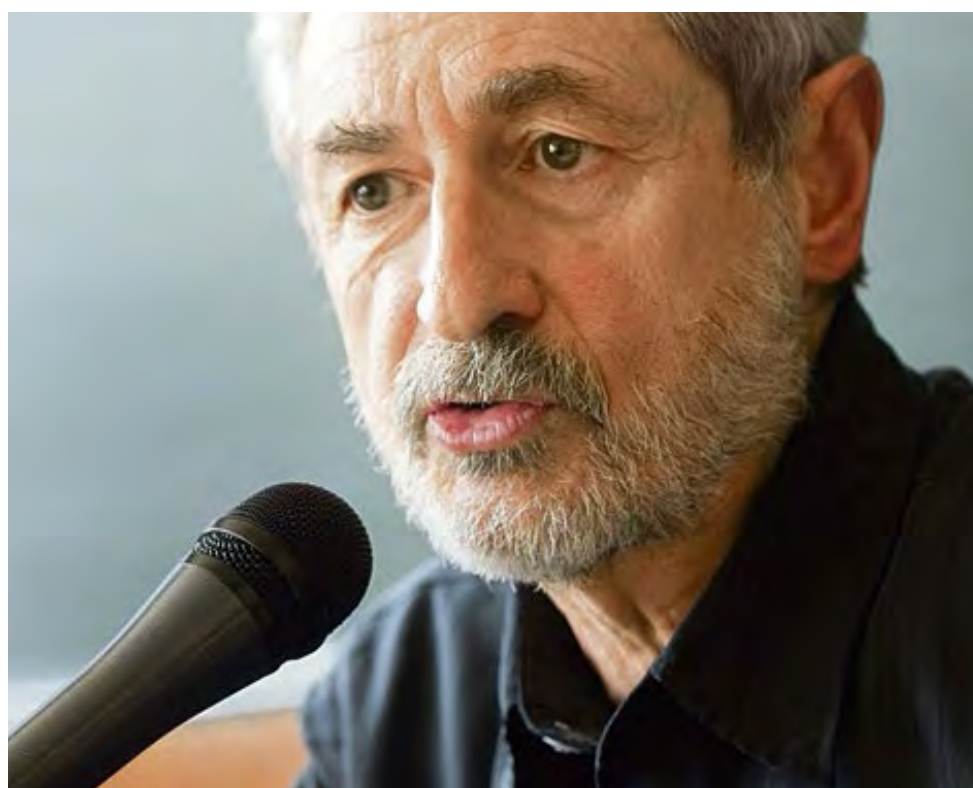
La Fête de l'Humanité arrive les 10, 11 et 12 septembre ! Nous l'attendons encore plus que d'habitude, tant d'un point de vue du débat politique que d'un point de vue humain et de l'envie de se retrouver, de faire la fête, d'être tous ensemble. Depuis près d'un an et demi, nous vivons une situation très particulière qui restreint la possibilité de débat, de construction collective et nous sentons bien que cela pèse lourdement surtout lorsque le gouvernement profite de la crise sanitaire pour avancer sur des politiques qui restreignent les libertés et la démocratie et qui poussent plus loin les reculs de civilisation (réforme des retraites, de l'assurance chômage ou de l'éducation...). En bref, la Fête sera plus que jamais l'événement politique de la rentrée qui permettra de mener en grand le débat politique en cette année d'élection présidentielle avec pour objectif : relever le défi des jours heureux !



Programmation 2021 :

Tryo
Boulevard des Airs
IAM
Suzane
Louis Chedid
Alain Souchon
Yseult
Fatoumata Diawara
Soso Maness
Dionysos
Hervé
Lofofora
La Caravane Passe
The Psychotic Monks
Structures
KT Gorique

Lulu VanTrapp
Washington Dead Cats
Nayra
Guilhem Valaye
Dynah
Cassidy Sacré
Orange Dream
Mayra Andrade
Josman
Panda Dub
Claire Laffut
Little Bob Blues Bastards
Yan Wagner
LeJuiice
Joanna
Mustang
Lúcia de Carvalho
Fianso



L'Huma-café fait sa rentrée

Quelles leçons économiques à tirer de la crise sanitaire ?

Vendredi 17 septembre à 18h00 au Lieu Unique : Conférence-débat avec pour invité **Jean-Marie Harribey**, économiste, coprésident du conseil scientifique d'ATTAC, créateur de la revue Les Possibles.

Dernier livre paru : « En finir avec le capitalovirus »

La rencontre sera animée par Clotilde Mathieu, journaliste à L'Humanité

A partir de la mi-mars 2020, l'économie du pays a vécu au ralenti, freinée par une situation sanitaire inédite. La pandémie s'est mise à nous imposer un nouveau rythme, une autre façon de vivre. Seuls, les professionnels considérés comme essentiels et qui ne pouvaient pas travailler de chez eux se déplaçaient dans des rues vides. Moins d'avions dans le ciel, de voitures sur les roades, de fumées d'usine et tout le monde, dès la maternelle, derrière un écran.

Du point de vue de l'économiste, que penser de ces semaines confinées, puis de celles qui ont suivi déconfinées, reconfinées pour partie... ? Peut-on parler d'une forme de décroissance imposée ? Qu'en a-t-il été pour les populations les plus démunies ? Qu'en sera-t-il demain de ces services publics - et ceux de la santé en premier lieu - qui ont su tenir en dépit de tout ? Nous tenterons de répondre aux questions posées par la crise.

Avant

Une autre idée du centenaire



La partie des idées communistes est bien antérieure à la création du PCF en 1920. En France, c'est avant même la révolution française que le mot est utilisé au sens juridique, il a une signification de copropriétaire, de choses communes.

C'est encore au sens social et politique, la « communauté des biens de travail » ou « le bonheur commun » de G. Babeuf avec la conjuration des égaux en 1796. Un précurseur du « communisme » sans aucun doute.

Dans les années 1830, ce sont les sociétés secrètes, « la société des familles », « la société des égaux ». Dans un article de 1832, le Figaro de l'époque écrit « un parti communiste est apparu ». C'est en 1835 que la fondation idéologique et le mot communiste sont attestés sans équivoque et cela 13 ans avant le Manifeste Communiste de Marx et Engels.

Jean-Claude Baron

Une vie de communiste

A la question, « qu'est ce qui t'a fait rejoindre le Parti communiste ? », la réponse est simple, mes parents étaient tous les deux communistes et dans les années 30 puis après la guerre dans les cités ouvrières des Batignolles, ils étaient des personnalités influentes, mon père responsable CGT et militant communiste, ma mère résistante et déportée. J'ai donc été élevé dans l'idéal communiste, pionnier à 7-8 ans, JC, puis militant de base.

Plusieurs événements ont marqué ma vie. La victoire du Viet-Minh à Dien Bien Phu, et les événements de Budapest en 1956, considérés comme une contre révolution et laissaient mes parents perplexes, mais notre soutien à l'Union Soviétique était indéfectible.

Les grandes grèves dans la métallurgie nantaise ont rythmé ma jeunesse avec les manifestations pour la Paix en Algérie. Instituteur dans un petit village (Barbechat) près du Loroux Bottereau, j'ai été animateur de la cellule du vignoble et me suis présenté aux cantonales : 10 % dans le canton, mais 18 % à Barbechat.

En 1970, une anecdote : lors des élections cantonales, j'avais ma photo sur l'affiche placardée sur le mur de l'école qui servait de panneaux électoraux. Le premier élève arrive m'annonce : « Monsieur vous êtes en photo sur les murs de l'école ». Après explication avec toute la classe sur le sens des élections, nous partons à la piscine au Loroux Bottereau. En traversant le chef lieu du canton, les élèves s'écrient « Monsieur vous êtes même au Loroux » ! Je connaissais mon heure de gloire.



De retour à Nantes, j'ai été secrétaire de la cellule Benoît Frachon pendant de longues années. C'est à cette époque que j'ai découvert les crimes du stalinisme et le bilan globalement positif, et me suis opposé aux dirigeants de l'époque, mais sans jamais remettre en cause leur sincérité.

Avec l'âge, je me suis investi dans les associations de mémoire : Comité du Souvenir, Mémoires de la déportation, Musée de Châteaubriant et le passé ouvrier de Nantes avec comme symbole, l'usine des Batignolles. Je suis toujours et depuis toujours adhérent du Parti et CDH.

Le Parti a évolué dans le bon sens, il est pour moi un repère, il devrait l'être pour toute une partie de la population ; j'espère qu'il retrouvera son influence passée, le pays en a toujours bien besoin.

Chapelle-Launay/Savenay : « Rando Cachin »

Samedi 21 août, il s'agissait, à l'invitation du PCF de Loire Atlantique, pour son centenaire, de refaire le parcours du couple Cachin, « une nuit sous l'occupation » à la fin de l'été 1942, depuis la maison Desmas à la Géraudais, à la Chapelle-Launay, où il était en résidence surveillée, jusqu'à la gare de Savenay, pour un départ vers une plus totale et sûre clandestinité, en région parisienne.



Ceci à une date elle-même anniversaire : jour pour jour, les 80 ans de ce 21 août 1941 où, premier acte de lutte armée contre l'occupant nazi, Pierre Georges a abattu sur le quai du métro Barbès à Paris un officier de la Kriegsmarine allemande.

Or, un an plus tard, c'est lui, futur colonel Fabien, figure de l'armée de l'ombre communiste, qui est chargé par la direction clandestine du parti d'assurer à Savenay le passage en clandestinité de Marcel Cachin, autre de ses figures historiques, même si elle est devenue aujourd'hui un peu méconnue : fondateur du PCF à Tours en décembre 1920, député puis sénateur entre les deux guerres et directeur du journal l'Humanité jusqu'en 1958, date de sa mort, comme l'a rappelé brièvement aux randonneurs, à l'abri des tribunes du stade de la Chapelle-Launay, l'historien Ronan Pérennès.

Car il est vrai que les conditions météo ont été exécrables. Avec une pluie parfois battante, surtout au départ et au retour, on a frôlé l'annulation. La formule d'autodérision de « Rando Crachin » a même pas mal circulé dans les rangs ! Malgré tout, les onze kilomètres, aller et retour, de la maison de la Géraudais à la Chapelle-Launay, jusqu'au pont de l'Auge à Savenay, ont vaillamment été parcourus.

Malgré la pluie, l'essentiel des lectures de référence a pu être fait par les randonneurs eux-mêmes. Le groupe ne venait pas seulement de la Chapelle-Launay ou de Savenay, mais également de Saint-Nazaire, de Nantes, de Châteaubriant, de Saint-Joachim, de Saint-Malo-de-Guersac et jusque du sud-Loire (La Montagne).

L'occasion, pour la plupart, d'une découverte des paysages et des ressources et attraits touristiques et patrimoniaux, encore trop méconnus, du territoire local. La pluie n'a donc pas, finalement, fait obstacle à une belle fréquentation, ni au déroulement tel qu'il avait été prévu par Jean-Yves Martin : au-delà de la vingtaine de randonneurs ayant fait le parcours de bout en bout, une autre dizaine d'intervenants et d'auditeurs locaux sont venus s'ajouter à tel ou tel moment de celui-ci.

Comme dans le hall de la gare de Savenay, où les Amis de l'Histoire de Savenay, Odette et Paul Guibert, après avoir souligné toute l'importance de cette gare dans l'histoire locale et générale, en ont décrit en détail l'extension et l'activité en 1942. Ou, autre exemple, au retour, lors de la remontée du Sillon de Bretagne par le GR3 dans la vallée Mismy, lorsque Jacques Dalibert, ancien maire de la commune, a guidé le groupe dans une découverte des traces toujours visibles de la présence allemande dans la vallée, dans la seconde période de la guerre 1939-1945, avec ses

conséquences urbaines, cadastrales, et même sociales, après-guerre et jusqu'à nos jours.

Avant le départ, dans la salle des Aulnes, où avait été montée l'intégralité des 16 panneaux nationaux et départementaux de l'exposition sur le centenaire du PCF, Jean-Claude Bonhomme, au nom de la municipalité, a accueilli les randonneurs en déclinant - au-delà de l'épisode assez méconnu faisant l'objet de la randonnée - les points forts du patrimoine de la commune, dont l'incontournable Abbaye de Blanche-Couronne. Véronique Mahé, secrétaire départementale du PCF, conseillère régionale a, quant à elle, expliqué pourquoi et comment cette Rando Cachin s'inscrit dans le riche dispositif départemental de commémoration de ce centenaire : cycles de conférences en ligne, théâtre, recueil de témoignages de militants, leur publication dans Les Nouvelles de Loire-Atlantique et dans un ouvrage en projet à paraître en 2022.

A l'issue, au pot amical de retour au sec dans la salle municipale de la Chapelle-Launay, l'avis général était à la satisfaction des participants. Imaginez alors par beau temps ! Avec la promesse d'y trouver des prolongements et la certitude que l'annulation pour cause d'intempéries eut été vraiment regrettable.



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

Camp d'été du MJCF
Pour une rentrée offensive



Du 17 au 24 août, une centaine de jeunes communistes de toute la France se sont donné rendez-vous sur les côtes girondines pour le traditionnel camp d'été du MJCF.

Au programme : formations politiques, temps fraternels, solidarité, ateliers de sports, de théâtre ou encore de chorale, journée à la mer... Un lieu de découvertes, d'échanges, d'apprentissage et de camaraderie. Ce camp d'été est ce qui résume le mieux notre mouvement et notre ambition politique.

Nous nous donnons pour ambition de réunir le plus grand nombre de jeunes dans notre organisation pour s'engager pour la construction d'une société où l'émancipation et l'épanouissement des individus seraient au cœur de tout acte politique. Nous avons démontré tout au long de la semaine que la politique pouvait être autre chose que les polémiques stériles lancées sur les plateaux TV de BFM ou CNEWS.

Nous sortons de ce temps national déterminés pour militer dès les premiers jours de la rentrée. Nous partirons des besoins et des aspirations des jeunes pour leur montrer la nécessité de s'engager politiquement pour améliorer notre quotidien. Notre objectif ? Redonner espoir en la politique aux jeunes.

Nous refusons d'être une génération sacrifiée ! Alors que la situation pour la jeunesse se dégrade de jour en jour, aucune réponse politique n'est à la hauteur du contexte. Certains préfèrent se perdre dans une nouvelle polémique stérile, d'autres ne proposent que des mesures pansement, d'autres encore pensent qu'un simple revenu pour tous les jeunes est suffisant. Comme si c'était de l'argent de poche dont nous avons besoin.

Chacun part d'un présupposé : il faut que jeunesse se passe, et le plus rapidement serait le mieux. Or c'est tout le contraire, nous avons besoin d'une jeunesse qui puisse se réaliser et s'épanouir pour répondre aux défis que nous avons devant nous. Nous avons plus que jamais besoin de réelles réponses politiques. C'est bien ce que nous comptons faire tout au long de l'année prochaine.

Les jeunes communistes ressortent de ce camp d'été renforcés, unis et déterminés à aller militer dans l'ensemble des lieux où nous pourrions discuter avec les jeunes. Nous nous engageons pleinement pour une éducation émancipatrice avec la levée de parcourup, le dédoublement des classes ou encore l'instauration d'un revenu pour tous les étudiants. **Pour l'emploi, en militant pour faire du CDI la norme à l'embauche et créer des emplois dans le service public comme dans le privé, pour sortir de la précarité et du chômage. Et l'émancipation ne se résume pas qu'à l'emploi et l'éducation, c'est aussi des transports gratuits et accessibles pour tous, un accès au sport, à la culture, à la santé, aux vacances... C'est sur ce contenu que nous comptons organiser les jeunes.**

Dans un contexte d'abstention massive des jeunes, nous nous devons d'être au rendez-vous. Nous le serons.

Léon Deffontaines

Commémorations

Les 80 ans des fusillés de Nantes, Châteaubriant et du Mont-Valérien, du 15 au 22 octobre 2021



Le 22 octobre 1941, 27 résistants étaient fusillés à Châteaubriant, 16 à Nantes, 5 au Mont-Valérien.

48 otages pour la plupart communistes. Ils avaient été livrés aux nazis en représailles de l'exécution, à Nantes, du Lieutenant-colonel Karl Hotz, responsable des troupes d'occupation du département de Loire-Inférieure.

Comme chaque année, les commémorations en hommage aux 48 fusillés de Châteaubriant, de Nantes et du Mont-Valérien se tiendront du vendredi 15 au vendredi 22 octobre.

Cette année aura un retentissement particulier, afin de marquer le quatre-vingtième anniversaire de l'exécution.

« Ce que je souhaite de tout mon cœur, c'est que ma mort serve à quelque chose. » Guy Môquet

Au précédent numéro des Nouvelles, il y avait eu erreur sur les dates annoncées... Recevez nos excuses.

Le 19 novembre, projection du film de René Vautier : « Châteaubriant, mémoire vivante » dans le cadre de l'Huma-café, 18h00 au Lieu Unique, Nantes

À signaler, la parution du livre « En vie, en joue, enjeux. Les 50 otages », édité par le Comité Départemental du Souvenir des Fusillés de Châteaubriant de Nantes et de la Résistance en Loire-Inférieure.

Hommages

Jean PERRAUDEAU

Alex KRAKOWIAK

C'est avec tristesse que la fédération de Loire-Atlantique du PCF et l'équipe des Nouvelles de Loire-Atlantique a appris le décès de Jean PERRAUDEAU. Infatigable militant politique et syndical, délégué syndical aux Chantiers de l'Atlantique et responsable du PCF dans l'entreprise, Jean a animé beaucoup de batailles pour la défense de la construction navale et des conditions de travail de ses salariés. Ses qualités militantes lui valurent d'occuper des responsabilités au sein de la CGT et de la fédération du PCF, dont il fut permanent de nombreuses années.

Adjoint au maire de St Nazaire durant 3 mandats, lecteur assidu de l'Huma, Jean aura toute sa vie défendu les valeurs de justice et de solidarité. Nous présentons à Nathalie, à Franck et à tous ses proches nos sincères condoléances.

Nous avons appris, le 26 août, le décès d'Alex Krakowiak. Quelle vie ! Du jeune « galibot » ayant connu la grève des mineurs du Nord sous l'Occupation en 1941, « au fond », dès 14 ans ; au « soldat vitrier » défilant le 14 juillet 1947 à Paris. Puis, sous la Guerre Froide, menacé d'expulsion, dirigeant de France-Pologne et de l'Association Oder-Neisse, comme frontière entre Pologne et Allemagne. Pour finir, en 1968, par sa nomination à l'Ordre national du Mérite !

Une vie marquée par des rencontres avec Elsa Triolet, l'abbé Pierre, Jean Ferrat, Edward Gierak, Georges Séguy, Lech Walesa, et... Giscard. Dans un carrousel de lieux : le Nord minier, puis Briançon, Saint-Ouen, l'Yonne, Port-Grimaud, des voyages en Pologne, Montluçon et... la Loire-Atlantique. Lecteur assidu de l'Huma-Dimanche et de ses rubriques historiques, il y était, depuis 2006, en contact régulier avec les camarades de Savenay.

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
Commission paritaire : N°0325 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Louis CHRETIEN Pedro MAIA
Pascal DIVAY Véronique MAHE
Jean-Yves MARTIN



Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM :PRENOM :
ADRESSE :
TEL : EMAIL :

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
 Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES
Chèque à l'ordre de ADF44

Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne